

[Text]

How do we then proceed? A holistic approach combining analysis of our development assistance together with analysis of the trade policies we pursue and their impact upon the third world is absolutely essential. You cannot confine discussion to foreign aid dispensed through the Canadian International Development Agency without paying attention to the trade policy which at the same time may and, in many instances as I will point out later, does reduce the export earnings of poor nations far below what they might otherwise be. One cannot say, as the White Paper inexplicably dares to say, that trade involves considerations which lie primarily outside the Canadian development assistance program. It is shocking that the country from which Lester Pearson, the principal author of the Pearson Report, comes should make a statement of this type when a great bulk of the report which has been universally acclaimed throughout the world is precisely about trade policy issues.

Our imports from the poor nations amount to something in the order of \$600 million at present. Our development assistance when counted at full value is in the order of \$350 million—very rough figures, both of them. It follows that marginal changes in trade policy may well have larger effects than marginal changes in aid policy.

**Mr. Lewis:** I am sorry; I did not quite catch it. Is this \$600 million in imports or total trade?

**Professor Helleiner:** Imports. What is the aid record? The rich nations of the world have soured somewhat on aid policy and—though this is not as well known here—so have the poor.

The aid relationship is a difficult one. It is a relationship at present between a charitable type donor and a welfare recipient. It is not an automatic transfer of resources from rich to poor; it involves constant inspection,

[Interpretation]

comme étant une question de grande priorité dans le monde.

Comment devons-nous alors procéder? Une approche globale, qui combine à la fois une analyse de notre forme d'aide au développement, en plus d'une analyse des politiques commerciales que nous poursuivons et de leur influence sur le Tiers-Monde, est absolument essentielle. Nous ne pouvons nous en tenir exclusivement à discuter de l'aide à l'étranger qui est dispensée par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international, sans porter attention aussi à notre politique commerciale, laquelle en même temps et dans plusieurs cas, comme je le démontrerai dans quelque temps, diminue en effet les gains sur les exportations des nations pauvres à un niveau beaucoup moins élevé qu'il devrait l'être normalement. Personne n'a le droit de dire, comme le Livre blanc ose le faire, sans explication, que le commerce comprend des domaines qui relèvent en premier lieu d'organismes à l'extérieur du programme d'aide canadien au développement. Il est étonnant qu'un pays où est né un homme comme Lester Pearson, principal auteur du rapport Pearson, puisse faire une déclaration de ce genre, alors que par ailleurs, une grande partie du rapport en question, qui a reçu une approbation universelle dans le monde, discute précisément des questions de politique commerciale avec l'étranger.

Nos importations des nations pauvres sont à l'heure actuelle de l'ordre de \$600 millions. Notre aide au développement, lorsqu'on établit certaines valeurs, se chiffre à \$350 millions, en chiffres arrondis dans les deux cas. Par conséquent, des changements marginaux de notre politique commerciale peuvent avoir des effets beaucoup plus considérables que des changements marginaux de notre politique d'aide à l'étranger.

**M. Lewis:** Je regrette, je n'ai pas tout à fait saisi ce que vous venez de dire. Ces \$600 millions se rapportent-ils aux importations ou à la somme totale de notre commerce à l'étranger?

**Le professeur Helleiner:** A nos importations. Qu'avons-nous à déclarer dans le domaine de l'aide à l'étranger? Les nations riches du monde se sont montrées quelque peu revêches dans le domaine de l'aide à l'étranger et, bien que ce fait ne soit pas tellement connu ici, il en est de même pour les nations pauvres.

Dans le domaine de l'aide qu'on peut apporter au développement, les rapports entre deux pays sont l'une des choses les plus difficiles à établir. A l'heure actuelle, il s'agit du rapport qui peut exister entre un donateur